

Syriza, Tsipras alliés d'Israël

- Actualité politique internationale -

Publication date: samedi 10 février 2018

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Nombreux sont ceux qui ont défendu mordicus, aveuglément et dogmatiquement Syriza et ses dirigeants, dont Tsipras, en fustigeant ceux qui, en Algérie et ailleurs, avaient osé émettre quelques critiques sur cette organisation politique. Critiques honteuses, injustes, « stalinienne ». Car insistait-on alors, cette organisation de la « gauche » dite radicale, proposait au peuple grec un programme émancipateur, alternatif au chaos destructeur des politiques réactionnaires et austéritaires. Syriza était même donné comme un défenseur de la cause palestinienne. Mais dès l'accès au pouvoir en 2015, il en fut tout autrement. Ramzy Baroud revient ici sur ces abandons et sur l'alliance du gouvernement de Tsipras à Israël.

Smaïl Hadj Ali

Politique étrangère à vendre : la dangereuse alliance grecque avec Israël

Pendant un bref instant historique, Alexis Tsipras et son parti politique, Syriza, ont apporté une lueur d'espoir, celle de voir la Gauche se réveiller, en Europe, de son long sommeil.

Une nouvelle Grèce était sur le point de naître dans les douleurs de l'austérité économique, imposée par l'Union Européenne et ses écrasantes institutions économiques, une troïka impitoyable qui se souciait si peu de l'effondrement économique grec et des millions de personnes qui souffraient de la pauvreté, du chômage et du désespoir.

La Coalition de la gauche radicale (Syriza) est arrivée au pouvoir en Janvier 2015, c'était la conséquence directe du mécontentement populaire envers l'UE. C'est à cette période que les gens ordinaires ont pris position pour défendre, un semblant de souveraineté que les politiciens, les banquiers et les puissantes administrations bureaucratiques ne leur avaient pas arraché.

Toutefois, le résultat fut plutôt décevant. Tsipras, qui est aujourd'hui Premier ministre, a changé son discours politique, et progressivement, il en a adopté un autre plus conforme à la politique très néolibérale qui a mis son pays à genoux.

Syriza s'est vendu, non seulement politiquement et idéologiquement, mais aussi physiquement.

En échange des prêts que la Grèce a reçus des banques européennes pendant la période allant de 2010 à 2015 (estimés à 262 milliards de dollars), le pays se laisse démembrer. Les aéroports régionaux grecs sont maintenant exploités par les compagnies allemandes et la principale entreprise de télécommunication du pays a été privatisée, avec des parts importantes détenues par Deutsche Telekom. « Il ne manque plus qu'une chose à l'extérieur du bureau de l'agence grecque des privatisations, un panneau signalant : une nation à vendre, » a écrit le politicien et économiste grec, C.J. Polychroniou.

Sans surprise, la soumission économique est souvent un prélude à l'asservissement politique. Non seulement Syriza a trahi les aspirations du peuple grec qui a voté contre l'austérité et les prêts, mais le parti a trahi aussi les amitiés traditionnelles du pays.

Depuis son arrivée à la tête de la politique grecque, Tsipras a poussé son pays plus loin dans le camp israélien, forgeant des alliances régionales imprudentes visant à exploiter de nouvelles réserves de gaz en Méditerranée et à participer aux multiples exercices militaires menés par les israéliens.

Alors qu'Israël voit une opportunité de faire avancer son agenda politique à travers les problèmes économiques grecs, le gouvernement grec joue le jeu sans évaluer pleinement les répercussions possibles d'un engagement avec un État régionalement considéré comme un paria, et internationalement condamné pour son occupation militaire et ses effroyables atteintes aux droits de l'homme.

Israël s'est attelé à traîner Athènes dans son camp dès 2010, peu de temps après la prise de bec turco-israélienne suite à l'attaque du Mavi Marmara. Des commandos israéliens avaient attaqué le bateau turc en direction de Gaza, tuant 9 ressortissants turcs et en blessant de nombreux autres.

Bien que la Turquie et Israël aient, depuis, conclu une entente diplomatique, Tel-Aviv a progressé en créant des alliances alternatives dans les pays des Balkans, en exploitant les conflits historiques entre ces pays et la Turquie. Des accords bilatéraux ont été signés, d'importantes visites diplomatiques ont été échangées et des exercices militaires ont été menés sous le prétexte d'empêcher le « jihad international » et de combattre le terrorisme.

La Grèce et Chypre ont bénéficié d'une plus grande attention de la part des israéliens, car ils voient en ces deux pays d'une part, un contrepoids à la Turquie et d'autre part, parce qu'ils offrent un grand potentiel économique. Un mois après l'attaque du Mavi Marmara, le Premier ministre grec de l'époque, George Papandrous, a effectué une visite en Israël, qui a été suivie par une visite officielle du Premier ministre Benyamin Netanyahu, en Grèce, la première du genre. Ce fut le début d'une histoire d'amour qui a gagné en profondeur.

La principale motivation derrière l'étroitesse de ces relations est liée aux réserves gazières du Leviathan et de Tamar, situées dans les eaux territoriales de plusieurs pays, dont le Liban. En poursuivant ses plans d'extraction du gaz à partir des sources énergétiques situées au large des côtes libanaises, Israël augmente les risques d'une nouvelle guerre régionale.

Quand Tsipras est arrivé au pouvoir sur les épaules d'un mouvement politique populaire, les Palestiniens espéraient aussi qu'il serait différent. Ce n'était pas un vœu pieux, non plus, Syriza critiquait ouvertement Israël et « s'est engagé à couper les liens militaires avec Israël dès son arrivée au pouvoir, » écrit Patrick Strickland depuis Athènes. Au lieu de cela les « liens ont, toutefois, été approfondis »

En effet, peu de temps après avoir pris le pouvoir, le gouvernement grec dirigé par la Gauche radicale a signé un accord militaire majeur avec Israël, l'accord sur le « Statut des forces », avec encore plus d'exercices militaires. Tout cela a été renforcé par la campagne de propagande en Israël saluant la nouvelle alliance, associée à un changement de discours des médias en Grèce à propos d'Israël et de la Palestine.

Ainsi, George N. Tzogopoulos, a vigoureusement porté l'amitié israélo-grecque. Il a écrit une série d'articles dans différents médias, dont le journal israélien de droite, le Jerusalem Post, Tzogopoulos suggère que contrairement à l'ancienne génération de grecs qui s'était rangé du côté des Palestiniens dans le passé, la jeune génération sera probablement pro-Israël.

« Ce processus [de conversion des grecs à l'amour d'Israël] prendra du temps, bien sûr, car il est principalement lié à l'éducation scolaire » écrit-il dans *Algemeiner*. « Mais le changement dans la médiatisation d'Israël par les journalistes grecs est un bon augure. »

Ce « changement de médiatisation » était également notable lors de la récente visite officielle du président israélien, Reuven Rivlin, et lors de sa rencontre avec Tsipras ainsi que d'autres officiels grecs. Lors des réunions, Rivlin se plaint de l'obstination des Palestiniens et de leur refus à revenir au « processus de paix », provoquant ainsi une « grave crise. » Le chef de la « Gauche radicale » n'a pas dit grand-chose pour contester les mensonges de Rivlin. La Grèce n'a pas toujours suivi cette voie, bien sûr. Qui pourrait oublier Andreas Papandreou, le regretté dirigeant grec qui a donné un statut diplomatique à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) en 1981, et qui a soutenu les Palestiniens malgré les menaces américaines et israéliennes ? C'est cette génération que Tzogopoulos et ses semblables voudraient faire disparaître à jamais, et la remplacer par des leaders moralement flexibles comme Tsipras.

Néanmoins, signer pour rejoindre une alliance économique et militaire dirigée par Israël dans une zone saturée de conflits est une démarche terriblement irresponsable, même pour des politiciens politiquement inexpérimentés et opportunistes.

Pour la Grèce, être le « bras armé de l'impérialisme dans la région », comme la décrit le dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs*, est « complètement stupide » car cela apportera à long terme des « résultats catastrophiques pour [le] peuple grec. »

Mais Tsipras semble incapable de regarder aussi loin.

Ramzy BAROUD

(traduit par Vagabond).

Ramzy Baroud est journaliste, auteur et éditeur de Palestine Chronicle. Son prochain livre est *The Last Earth : A Palestinian Story*, (Pluto Press, Londres). Baroud est titulaire d'un doctorat es Études palestiniennes, à l'Université d'Exeter. Il est chercheur au Centre Orfalea pour les études mondiales et internationales, Université de Californie à Santa Barbara.

Son site web est www.ramzybaroud.net

*** Note de la rédaction d'Alger républicain :**

Etonnante référence que celle de l'auteur de cet article à un anonyme parti, le « Parti révolutionnaire des travailleurs ». Pourquoi ne cite-t-il pas le travail d'explication de masse mené par le Parti communiste de Grèce à contre-courant de la campagne médiatique mondiale en faveur de Tsipras ?

Pour tromper les travailleurs de Grèce et les peuples opprimés, y compris donc les Palestiniens, les médias aux mains de l'oligarchie financière mondiale avaient dépeint sous des couleurs sympathiques et doucereuses Tsipras et Syriza. Le PCG avait quant à lui dévoilé le double langage de Tsipras et ses contacts avec les dirigeants des Etats impérialistes ainsi qu'avec le FMI et la Banque mondiale. Le chef de la « gauche » dite « radicale » n'avait rien épargné pour les rassurer sur ses véritables intentions : appliquer sans état d'âme leurs injonctions aussitôt qu'il aurait pris les rênes de la Grèce. La ligne suivie sans désespérer par le PCG pour démasquer la grossière duperie a reçu pleine confirmation. Malheureusement une grande partie des travailleurs de Grèce est si démoralisée d'avoir été à ce point roulée dans la farine par Tsipras qu'elle a sombré dans le désespoir. Le grand Capital a gagné un temps de répit en différant l'heure inévitable de la révolution. C'est cela qui compte pour lui. Les Tsipras iront rejoindre le rebut déposé au fond de la poubelle de l'Histoire. Il les remplacera par d'autres tant que les travailleurs n'auront pas pris leur destin en mains en les chassant du pouvoir comme ils le méritent.

Les Palestiniens qui avaient cru aux discours hypocrites du chouchou de la haute finance mondiale en sont aujourd'hui revenus non sans amertume.

La même cruelle leçon se dégage pour la énième fois : que peuvent attendre les peuples opprimés par l'impérialisme d'un commis de la bourgeoisie, fût-il vêtu du plus aguichant costume de la phrase socialiste ? Les Algériens en savent quelque chose après leur dramatique expérience des socialistes français, avant et surtout pendant leur guerre de libération.